

# Analyse budgétaire infranationale pour le renforcement de la nutrition

## Suivi des dépenses de nutrition au niveau infranational

Le [Rapport sur l'état d'avancement 2013 du Mouvement pour le renforcement de la nutrition](#) (SUN) souligne l'importance de la disponibilité des ressources pour atteindre les objectifs nutritionnels et relever les défis liés au suivi du financement. Suite à la publication de ce rapport, les pays SUN se sont engagés à améliorer le suivi financier des ressources destinées à la nutrition. Cet engagement s'est surtout traduit au niveau national ; en 2016, 47 pays avaient déclaré avoir réalisé une forme d'analyse budgétaire. Toutefois, il existe un intérêt croissant pour l'extension de l'analyse budgétaire et du suivi financier au niveau infranational.

De nombreux pays SUN ont plusieurs niveaux de gouvernement. Les gouvernements infranationaux sont responsables non seulement d'une part importante des dépenses publiques totales, mais également du budget alloué aux prestations de services liées à la nutrition spécifique et sensible. En outre, la tendance actuelle dans de nombreux pays SUN est plus orientée vers la décentralisation des pouvoirs du niveau national au niveau infranational. Ce qui signifie que, pour mieux comprendre le financement de la nutrition, le Mouvement SUN devra porter plus d'attention au niveau infranational.

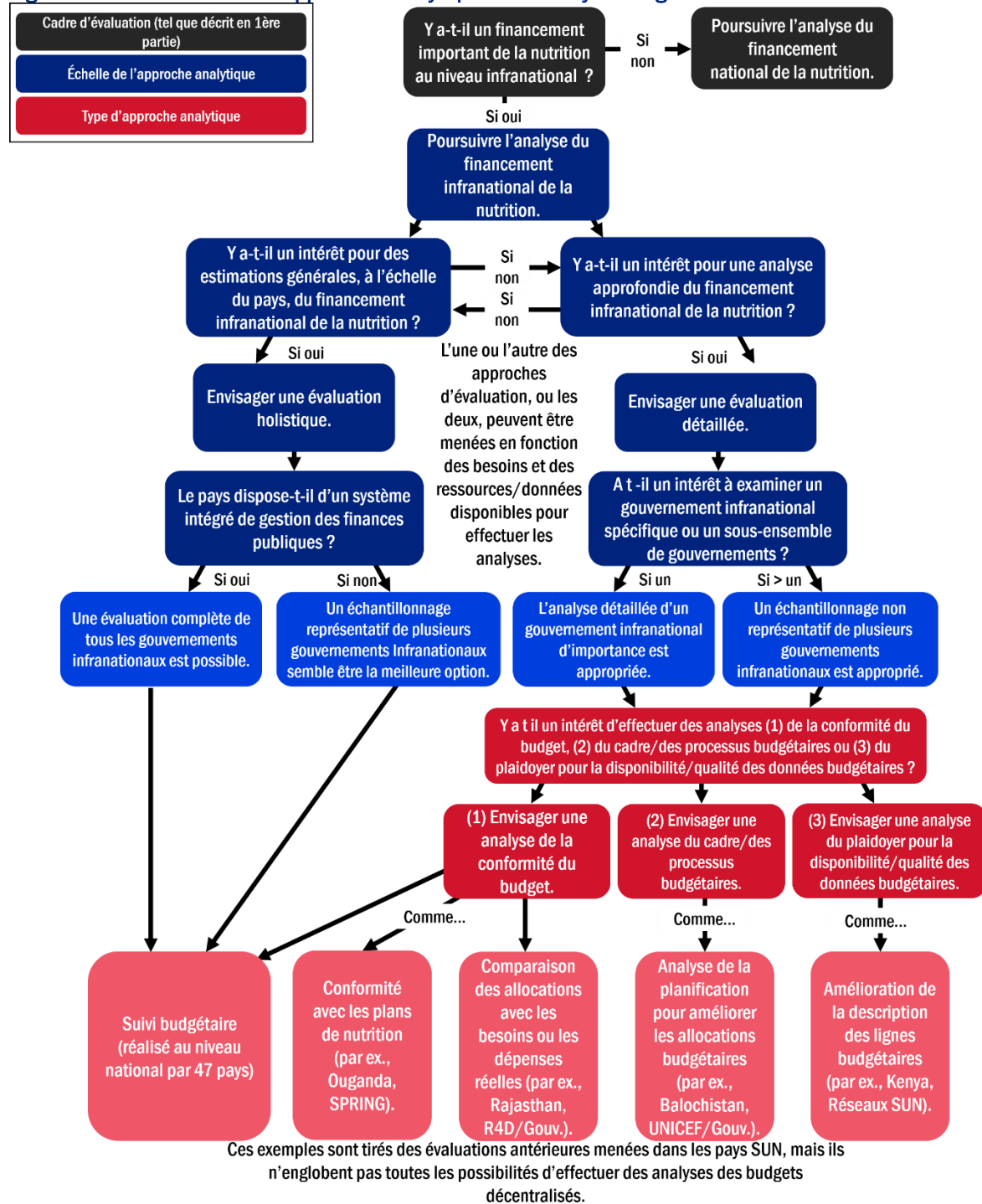
Cette note d'orientation est l'un des trois documents de référence destinés à aider les pays à analyser les budgets infranationaux. Elle décrit une série d'approches analytiques possibles pour le suivi des dépenses de nutrition au niveau infranational. Ces approches s'appuient sur les expériences de divers pays et sont guidées par la méthodologie de suivi de la nutrition au niveau national.

**Quelle est la meilleure approche ?** S'il s'avère de plus en plus nécessaire, à l'échelle mondiale, de se concentrer sur le financement de la nutrition au niveau infranational, il ne s'agit pas d'approche unique. Chaque pays dispose d'un ensemble de structures, de processus et de pratiques de gouvernance différents. Les pays doivent donc développer des approches qui fonctionnent dans leur contexte respectif. Par exemple :

- Dans certains pays, ce sont les gouvernements nationaux qui fournissent tous les services ; ce qui signifie qu'une analyse infranationale n'est pas nécessaire.
- Le nombre considérable d'unités gouvernementales infranationales dans certains pays, peut entraîner qu'il ne soit pas possible de les analyser toutes (pour des raisons de coûts ou de logistique). Dans ce cas, il vaut mieux utiliser un échantillon.
- Dans certains cas, le manque d'informations financières disponibles ou de bonne qualité au niveau des gouvernements infranationaux limite les pays de réaliser une analyse. Cela signifie que les améliorations dans la communication des informations (reporting) sont nécessaires ; sinon, seuls gouvernements infranationaux, qui disposent de suffisamment d'informations pourront être échantillonnés.

La **Figure 1** décrit les approches analytiques disponibles. Des informations détaillées sur ces différentes approches sont fournies tout au long de cette note d'orientation.

**Figure 1. De l'évaluation aux approches analytiques de l'analyse budgétaire infranationale.**



Abréviations : Gouv., gouvernement ; R4D, Results for Development ; SPRING, Renforcement de partenariats, résultats et innovations en nutrition à l'échelle mondiale ; SUN, Renforcement de la nutrition ; UNICEF, Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

# Approches pour la réalisation d'une analyse du budget de nutrition au niveau des gouvernements infranationaux

Avant d'entreprendre une analyse du budget pour la nutrition au niveau infranational, les pays peuvent juger utile d'évaluer d'abord le niveau de financement des gouvernements infranationaux pour les domaines spécifiques et sensibles à la nutrition, ainsi que leur rôle dans ce financement.

La présente note d'orientation détaille plusieurs approches possibles avec des exemples de réalisation d'une analyse budgétaire au niveau des gouvernements infranationaux. Elle présente également des domaines qui pourraient être considérés comme faisant partie du suivi budgétaire global effectué au niveau national. Les approches analytiques sont divisées en deux échelles différentes :

- L'approche holistique : une approche holistique peut être envisagée si l'objectif est d'obtenir des informations générales, à l'échelle du pays, sur les niveaux de dépenses liées à la nutrition spécifique et sensible afin de compléter les chiffres nationaux.
- L'approche détaillée : une approche détaillée peut être envisagée si l'on cherche à obtenir des informations plus approfondies sur la conformité budgétaire, l'analyse du cadre et des processus ou sur la qualité/disponibilité des données. Étant donné la nature plus étendue de l'approche détaillée, il est probable que celle-ci ne puisse être menée que dans un ou quelques gouvernements infranationaux.

Cette note d'orientation n'a pas pour but de prescrire une approche particulière ; elle documente plutôt les approches possibles et disponibles à partir des expériences du passé des pays. Un pays peut choisir d'utiliser l'une ou l'autre, ou les deux approches d'évaluation, en fonction de ses besoins et des ressources/données disponibles. Le choix de l'approche la plus appropriée dépendra des besoins des parties prenantes, du contexte national, de la qualité et de la disponibilité des données ainsi que des ressources et des capacités disponibles. La note d'orientation ci-jointe intitulée « Évaluer le rôle des gouvernements infranationaux dans le financement de la nutrition » peut contribuer à éclairer ce processus décisionnel.

## 1. Suivi holistique du budget de la nutrition

Comme indiqué précédemment, une approche holistique de suivi du budget de la nutrition peut fournir des informations utiles à l'échelle nationale sur les niveaux de dépenses budgétaires liées à la nutrition spécifique et sensible. Une telle approche permet de comprendre les niveaux de financement de la nutrition au niveau infranational. Ces informations peuvent compléter les chiffres au niveau national. Bien qu'il s'agisse d'une approche générale, elle exige moins de temps et moins de ressources que l'approche détaillée décrite dans la section 2. Elle peut également aider à orienter l'examen d'une approche plus détaillée dans des gouvernements infranationaux spécifiques. Il existe deux méthodes principales pour entreprendre une analyse holistique :

- 1.1) L'analyse complète des dépenses de nutrition au niveau infranational.
- 1.2) L'estimation des dépenses de nutrition par un échantillonnage représentatif ou à large échelle.

Dans les pays où les gouvernements ont mis en place un système intégré de gestion des finances publiques (GFP), l'option 1.1 doit être privilégiée. Ceux qui n'en disposent pas, l'option 1.2 peut être utilisée. Ces deux approches sont présentées plus en détail dans les sections suivantes.

### 1.1 Analyse complète des dépenses de nutrition au niveau infranational

Un nombre croissant de pays SUN sont entrain de reformuler leurs structures de GFP pour mieux les intégrer verticalement entre les différents niveaux de gouvernements. Dans les systèmes intégrés de GFP, la classification budgétaire et les normes de déclaration sont identiques pour tous les niveaux verticaux de gouvernements. Cela signifie que les approches de suivi des dépenses conçues par les pays SUN au niveau national peuvent être facilement déployées pour englober également les gouvernements infranationaux.

Toutefois, il convient de noter que, parmi les pays ayant mis en place des systèmes intégrés de GFP, la manière dont les informations budgétaires sont mises à disposition varie considérablement, allant des plateformes de données ouvertes aux sites internet de dépôt budgétaire intégré ou aux portails internet distincts (voir l'[Encadré 1](#)).

#### Encadré 1. Exemples de différentes formes de documents budgétaires dans les pays dotés d'une GFP intégrée

**Des plateformes de données ouvertes intégrées :** plusieurs pays dotés d'un système intégré de gestion des finances publiques (GFP) ont mis en place une plateforme globale de données ouvertes qui contient des données budgétaires normalisées pour tous les niveaux de gouvernement. Au Pérou, par exemple, le ministère de l'Économie et des Finances a créé un « [Portal de Transparencia Economia](#) », qui détaille les allocations et les décaissements budgétaires standardisées des gouvernements national, régionaux et locaux.

**Des sites internet gouvernementaux intégrés qui fournissent les budgets infranationaux en plus des budgets nationaux :** un nombre croissant de pays SUN mettent en place des portails internet intégrés qui contiennent à la fois les registres budgétaires des gouvernements nationaux et infranationaux. C'est notamment le cas du [Ghana](#), du [Rwanda](#) et de l'[Ouganda](#), même si les informations ne sont pas fournies dans des formats lisibles par des machines.

**Des normes de données intégrées de GFP, mais des plateformes internet distinctes :** d'autres pays comme le Kenya ont mis en place des systèmes intégrés de GFP, mais les informations budgétaires infranationales ne sont disponibles que sur leurs propres portails internet.

Comme l'indique l'[Encadré 1](#), lorsque les gouvernements publient des informations financières dans des formats non lisibles par des machines, cela représente une contrainte pour les ressources. Par conséquent, certains pays peuvent ne pas être en mesure d'analyser un nombre important de documents budgétaires gouvernementaux, malgré l'existence de systèmes intégrés de GFP. Bien que la meilleure approche consiste à obtenir les données dans un format lisible par les machines (par ex., des feuilles de calcul), grâce à l'utilisation de langages de programmation informatique comme Python, il est possible de transformer des processus manuels de collecte des données – qui prennent beaucoup de temps – en processus automatisés et rationalisés<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Cette approche a été utilisée par Development Initiatives pour collecter de façon systématique des données budgétaires au format PDF dans les districts en Ouganda. Development Initiatives présente ces données sur une page dédiée : [Spotlight on Uganda](#). Ce [blog](#) fournit plus de détails sur les méthodes permettant d'automatiser la collecte de données à partir de documents PDF.

## 1.2 Estimation des dépenses de nutrition par un échantillonnage représentatif ou à large échelle au niveau infranational

Lorsque les données requises ne sont pas disponibles au niveau central, l'échantillonnage peut être utilisé pour réduire le coût et la durée de l'activité de suivi. L'échantillonnage permet de déterminer les ressources à partir d'un échantillon plus restreint de localités, puis d'en extrapoler une estimation de toutes les allocations infranationales. Les résultats peuvent fournir des informations intéressantes sur d'autres gouvernements infranationaux qui ne sont pas incluses dans l'échantillon. Ils peuvent également servir à estimer les dépenses totales par niveau de gouvernement infranational. L'inconvénient de cette approche est qu'elle permet seulement de suivre les niveaux estimés année après année. Il n'est pas possible d'identifier les interventions spécifiques à améliorer dans chaque gouvernement local.

Dans divers secteurs, des méthodologies ont été développées pour analyser un échantillon de gouvernements infranationaux. Cela a été fait soit par l'étude d'un échantillon représentatif ou soit par l'observation des grands flux budgétaires en sélectionnant les plus grandes unités infranationales.

Il existe toute une série de méthodologies différentes qui ont été mises au point par divers acteurs (par ex., la [méthodologie PEFA](#), [l'indicateur financier pour la protection de l'enfance](#) du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ou encore [l'examen des dépenses publiques de la Tanzanie en matière de nutrition](#)). Ces méthodologies peuvent être divisées en options d'échantillonnage selon trois grandes directions : horizontale, verticale et situationnelle (voir l'[Encadré 2](#)). En définitive, le choix de la taille d'un échantillon dépend du contexte du pays et des ressources disponibles. Comme le montrent les expériences d'autres secteurs, ainsi que l'examen des dépenses publiques de la Tanzanie en matière de nutrition, il n'est nul besoin d'avoir un échantillon de grande taille pour obtenir des résultats pertinents à grande échelle. Le succès de l'approche adoptée en Tanzanie laisse à penser que cette option pourrait intéresser d'autres pays du Mouvement SUN.

Le choix d'un échantillon de localités est également essentiel dans ce processus. Il importe notamment d'éviter tout parti pris en choisissant des localités infranationales plus pauvres ou plus riches. Les pays SUN peuvent également vouloir prendre en compte d'autres facteurs comme le fardeau de la malnutrition (y compris des échantillons de gouvernements infranationaux confrontés à des niveaux faibles ou élevés de retard de croissance et d'émaciation, par exemple). D'autres préoccupations pratiques, comme l'accessibilité (en termes de coûts, de sécurité ou de réseaux), sont aussi des considérations valables. Le nombre de localités doit être suffisant pour fournir un argument raisonnable d'extrapolation ; en même temps, la taille de l'échantillon doit permettre aux pays de minimiser les coûts. Des compromis sur certains aspects de la stratégie d'échantillonnage (comme réduire la taille de l'échantillon pour tenir compte des contraintes budgétaires ou utiliser des critères de sélection moins solides sur le plan scientifique, comme la proximité de la capitale ou l'existence de contacts connus) peuvent rendre l'estimation finale moins fiable. Toutefois, cela peut néanmoins constituer un début acceptable.

Enfin, il convient de reconnaître que toute extrapolation nécessite des hypothèses générales, qui doivent être documentées. Dans la pratique, il n'est pas toujours possible d'obtenir une estimation défendable à l'échelle nationale à partir d'un petit échantillon des gouvernements infranationaux, surtout si ceux-ci présentent des caractéristiques clés radicalement différentes.

### Encadré 2. Options d'échantillonnage pour la sélection des gouvernements infranationaux

Afin d'identifier la meilleure option d'échantillonnage, les pays peuvent juger utile de commencer par évaluer l'étendue des structures de financement des gouvernements infranationaux. La note d'orientation ci-jointe intitulée « *Évaluer le rôle des gouvernements infranationaux dans le financement de la nutrition* » décrit plus en détail ce processus. Cette évaluation peut ensuite permettre d'éclairer les options ci-dessous.

**Échantillonnage horizontal basé sur une décentralisation asymétrique ou sur la taille du gouvernement :** lorsqu'un niveau particulier de gouvernement est asymétrique (par ex., avec des responsabilités différentes en matière de prestation de services), alors il est recommandé de choisir un échantillon horizontal qui reflète cette asymétrie. C'est notamment le cas lorsque, par exemple, les autorités ont des responsabilités différentes selon qu'elles se trouvent dans une zone essentiellement rurale ou urbaine.

**Échantillonnage vertical pour bien tenir compte de tous les niveaux de gouvernement infranational :** si plusieurs niveaux de gouvernement investissent dans des domaines de la nutrition spécifique et sensible, alors il est recommandé de choisir une approche d'échantillonnage qui adopte une perspective verticale et qui tient compte de chaque niveau de gouvernement.

**Échantillonnage basé sur un contexte géographique ou situationnel :** en plus de l'échantillonnage vertical et horizontal, les pays SUN peuvent aussi envisager un échantillonnage couvrant différentes zones géographiques et basé sur le contexte situationnel, comme différents indicateurs de résultats pertinents pour la nutrition, les dépenses globales par habitant ou le soutien des donateurs. L'échantillonnage peut également être basé sur les plus larges gouvernements (en termes de population ou de dépenses totales, par exemple) afin de rendre compte du niveau le plus significatif de dépenses publiques infranationales.

## 2. Approche analytique détaillée de l'analyse budgétaire infranationale

Dans les cas où un aperçu plus approfondi est nécessaire au-delà de ce que peut offrir l'approche holistique, les pays peuvent envisager d'effectuer l'analyse détaillée d'un ou plusieurs échantillons non représentatifs de gouvernements infranationaux. L'analyse détaillée d'un budget lié à la nutrition peut fournir des informations sur un ensemble de domaines de recherche autour des questions budgétaires. Toutefois, la nature de l'analyse signifie qu'il n'est pas possible de procéder à une analyse généralisée à moins qu'elle ne s'inscrive dans un système de suivi systématique.

Jusqu'à présent, l'analyse budgétaire détaillée au niveau infranational n'a pas été effectuée de façon systématique. La plupart des analyses ont porté sur des études de cas d'un gouvernement donné ou sur une étude comparative de quelques gouvernements. Cette analyse vise à déterminer le niveau de financement à la nutrition spécifique et sensible. Des analyses liées au processus budgétaire, à la GFP et aux liens entre les affectations budgétaires et les plans pour la nutrition ont également été réalisées.

**Les avantages d'une approche détaillée :** cette approche peut fournir des résultats pertinents pour d'autres acteurs nationaux et infranationaux. Elle peut porter sur des questions plus larges de budgétisation et de planification.

**Les limites de ce type d'approche :** cette approche ne permet pas une compréhension holistique de la budgétisation infranationale dans l'ensemble du pays.

Les approches analytiques détaillées de l'analyse des budgets infranationaux peuvent se résumer en trois grands axes :

- 2.1) L'analyse de conformité : évaluer la conformité des allocations budgétaires avec la planification.
- 2.2) L'analyse du cadre et des processus : analyser les allocations dans des cadres et des processus plus larges.
- 2.3) L'analyse du plaidoyer : analyser les systèmes de GFP pour plaider en faveur d'une amélioration de la disponibilité et de la qualité des budgets.

Chacun de ces éléments est brièvement décrit ci-dessous puis détailler plus loin à travers des exemples d'études de cas.

### 2.1 L'analyse de conformité

L'objectif premier de l'analyse de conformité au niveau infranational est d'évaluer la mesure dans laquelle les allocations budgétaires respectent la planification. Une fois que les données sur les allocations budgétaires de nutrition spécifique et sensible d'un gouvernement ont été collectées, elles peuvent être comparées : 2.1.1) aux besoins déclarés, 2.1.2) aux plans de nutrition ou 2.1.3) comment les allocations se comparent aux décaissements réels, comme indiqué ci-dessous.

*2.1.1) Allocations par rapport aux besoins (analyse d'écart) :* analyser la différence entre les allocations budgétaires des gouvernements infranationaux et les besoins déclarés.

- *Quand utiliser cette analyse :* lorsque les gouvernements infranationaux disposent de plans de nutrition chiffrés qui détaillent les besoins annuels estimés en ressources ou d'une évaluation des besoins.
- *Avantages de cette analyse :* ce travail peut servir de plaidoyer en faveur d'une hausse des allocations d'un gouvernement pour la nutrition. Il peut également mettre en évidence la nécessité de voir d'autres acteurs augmenter leurs ressources (par ex., le gouvernement central ou les partenaires au développement).

L'**Encadré 3** offre un exemple récent de ce type d'analyse effectuée par Results for Development Institute (R4D) au Rajasthan, en Inde.

#### Encadré 3. Mesurer les allocations budgétaires par rapport aux besoins au Rajasthan, Inde

Bien que le gouvernement du Rajasthan ait fait de la nutrition une de ses priorités, il n'avait pas notion du montant qu'il allouait à la nutrition – une question quelque peu urgente du fait de la décentralisation budgétaire croissante. Le [rapport](#) préparé par R4D a non seulement examiné les montants relatifs des allocations budgétaires aux domaines spécifiques à la nutrition et à ceux qui y contribuent, mais il a également mis en place une évaluation des besoins basée sur les ressources nécessaires pour mener les principales interventions en matière de nutrition.

À partir de ces informations, il a été constaté que le gouvernement sous-finançait certains domaines essentiels, tels que l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant ou la supplémentation en micronutriments. La conclusion du rapport a révélé la possibilité pour le gouvernement de réaffecter des ressources pour cibler plus efficacement des populations spécifiques, notamment les nourrissons.

**2.1.2) Mesurer la conformité des allocations budgétaires aux plans de nutrition déclarés :** comparer l'alignement des allocations budgétaires et leur conformité avec les plans de nutrition.

- *Quand utiliser cette analyse :* lorsque les gouvernements infranationaux ont établi des plans de nutrition et défini clairement des domaines hautement prioritaires.
- *Avantages de cette analyse :* elle peut fournir des informations sur l'alignement du financement de la nutrition avec les domaines hautement prioritaires. **L'Encadré 4** en donne un exemple tiré des travaux de SPRING (Renforcement des partenariats, des résultats et des innovations en matière de nutrition dans le monde) dans les districts de Lira et Kisoro en Ouganda (voir l'**Encadré 4**).

#### **Encadré 4. Mesurer la conformité des allocations budgétaires avec les plans des gouvernements des districts de Lira et Kisoro, Ouganda**

Dans le cadre du programme « *Pathways to Better Nutrition* » (Voies vers une meilleure nutrition) de SPRING, plusieurs études de cas nationales et infranationales ont été réalisées pour examiner comment les politiques se traduisent dans la pratique. Deux rapports ont ainsi été publiés sur des gouvernements de districts en Ouganda ([Lira](#) et [Kisoro](#)). Ces rapports ont examiné les allocations budgétaires de nutrition spécifique et sensible, ainsi que la manière dont elles répondent au plan d'action ougandais pour la nutrition au niveau des districts.

Dans les deux gouvernements de district, il a été constaté que, lorsque les priorités en matière de nutrition sont liées à des secteurs spécifiques, des fonds importants leur sont alloués – même s'ils restent insuffisants. En revanche, lorsque les priorités ne sont pas liées à d'autres secteurs ni à la responsabilité du gouvernement de district, il n'y a pas ou peu de fonds alloués ; c'est le cas, par exemple, de la promotion des technologies post-récolte auprès des communautés et des ménages.

**2.1.3) Analyse de l'exécution budgétaire :** analyser les différences entre les dépenses prévues et les dépenses réelles de nutrition spécifique et sensible.

- *Quand utiliser cette analyse :* lorsque les gouvernements infranationaux déclarent à la fois les dépenses allouées (prévues) et les dépenses réelles.
- *Avantages de cette analyse :* elle peut mettre en lumière les défis plus larges de la GFP auxquels sont confrontés les gouvernements infranationaux. Par exemple, elle peut révéler les problèmes liés à l'obtention de fonds (que ce soit par des transferts du gouvernement central ou par l'aide au développement) ou les problèmes de capacité liés à la mise en œuvre de projets ou de programmes spécifiques. Cette analyse a été réalisée dans le cadre de [l'examen des dépenses publiques pour la nutrition en Tanzanie](#).

## **1.2 L'analyse du cadre ou des processus**

L'analyse du cadre ou des processus peut être utilisée pour mettre en évidence les principales difficultés structurelles ou de processus du gouvernement, qui peuvent avoir une incidence sur l'importance, l'efficacité et l'efficacité des allocations. Par exemple, dans le gouvernement provincial du Balochistan au Pakistan, les résultats du suivi budgétaire ont permis d'analyser comment les processus de planification, d'alignement et de budgétisation pourraient être améliorés (voir l'**Encadré 5**).



### **Encadré 5. Renforcer les processus de planification pour améliorer les allocations budgétaires dans le gouvernement provincial du Balochistan, Pakistan.**

En 2017, le département de Planification et du Développement du gouvernement provincial du Balochistan a entrepris une analyse du budget de la nutrition en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Les résultats ont montré que, bien que les domaines liés à la nutrition bénéficient de fonds conséquents, les résultats en matière de nutrition ne progressaient toujours pas. Une analyse a donc été menée pour comprendre pourquoi différents départements allouaient leurs ressources de cette manière.

Il est ressorti des consultations avec différents départements que, comme les allocations étaient liées aux secteurs, de nombreux départements n'avaient pas réalisé qu'elles concernaient la nutrition. Un certain manque de cohérence entre les départements a également été mis en évidence. En conséquence, le rapport a proposé de nouveaux processus de planification et de budgétisation afin d'améliorer la qualité et l'efficacité des investissements pertinents pour la nutrition.

### **1.3 Analyser les systèmes de GFP pour plaider en faveur d'une amélioration de la qualité et de la disponibilité des données**

Un thème central souvent évoqué dans les rapports sur le financement de la nutrition par les gouvernements est celui de la disponibilité et de la qualité des données, dans le but d'estimer avec précision les dépenses de nutrition. Au-delà de la description des difficultés, il est possible d'analyser et de détailler la manière dont les systèmes de GFP peuvent être améliorés pour renforcer la qualité des rapports. Cela peut se faire en rehaussant la qualité des descriptions au sein des lignes budgétaires pertinentes pour la nutrition (voir l'**Encadré 6**) ou en détaillant les améliorations dans d'autres domaines de la GFP qui, bien que non spécifiques à la nutrition, peuvent avoir une incidence, une fois renforcés (par ex., l'amélioration des rapports budgétaires, la publication en temps opportun des documents financiers, etc.). L'**Encadré 6** ci-dessous en donne un exemple tiré de l'expérience du Kenya.

### **Encadré 6. Plaidoyer pour une meilleure description des lignes budgétaires, Alliance de la société civile SUN au Kenya**

Au Kenya, la dévolution a transféré le poids du financement de la nutrition du gouvernement national aux comtés nouvellement créés. Dans ce contexte, l'Alliance de la société civile SUN s'est associée à d'autres acteurs du réseau pour le renforcement de la nutrition afin d'identifier des champions de la nutrition au niveau des comtés, qui peuvent demander aux gouvernements d'élaborer leurs propres plans d'action en matière de nutrition. Une fois ceux-ci établis, leur travail consiste à s'assurer que les objectifs et les activités décrits dans les plans se reflètent dans les budgets des comtés, en cherchant à améliorer la qualité des descriptions des lignes budgétaires afin de faciliter le suivi des allocations liées à la nutrition.

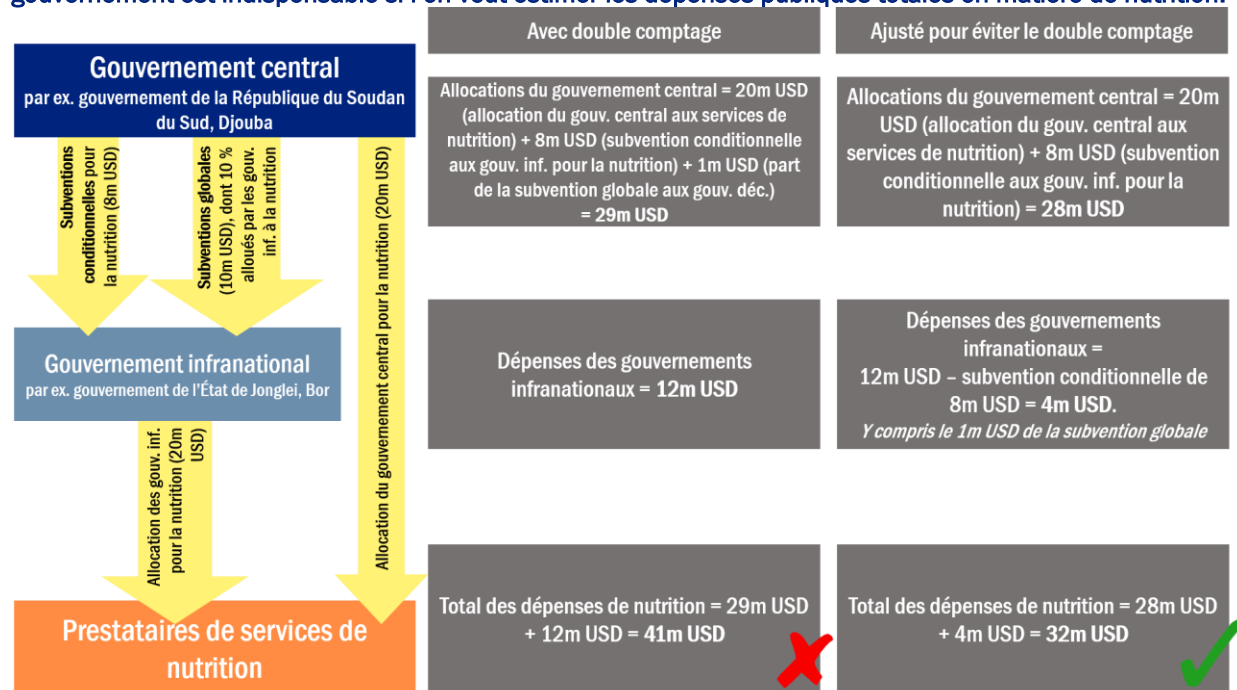
Source : [www.enonline.net/page/renderforpdf/5250?rand=e1234415-e29b-406a-8fd3-6c4f1636a59a](http://www.enonline.net/page/renderforpdf/5250?rand=e1234415-e29b-406a-8fd3-6c4f1636a59a)

## Les défis méthodologiques potentiels : double/triple comptage des investissements pour la nutrition

Une fois l'exercice de suivi financier infranational terminé, il est probable que les gouvernements fusionnent les résultats avec l'examen du budget national pour obtenir une estimation des allocations/dépenses en matière de nutrition à l'échelle du pays. Ce faisant, il faut veiller à éviter un double comptage. On parle de double comptage lorsque les transferts vers les niveaux infranationaux de gouvernement sont pris en compte dans les calculs au niveau du gouvernement central, puis une nouvelle fois au niveau local. Cela signifie que certains montants sont comptabilisés deux fois, ce qui donne lieu à une surestimation des dépenses totales en matière de nutrition. Pour éviter le double comptage, il convient de mettre en place une règle claire basée sur la structure institutionnelle du pays, puis de la documenter et de l'appliquer systématiquement.

Dans les pays où les transferts conditionnels sont courants, il existe un risque important de double voire de triple comptage de certaines dépenses. Par conséquent, lorsque l'on combine des investissements pour la nutrition entre différents niveaux verticaux de gouvernement, les dépenses doivent être soustraites du niveau supérieur de gouvernement si elles prennent la forme d'un transfert conditionnel ou si elles sont destinées à un projet spécifique mis en œuvre par un niveau de gouvernement inférieur. La Figure 2 illustre parfaitement ce point.

Figure 2. La prise en compte du double comptage des flux financiers entre les différents niveaux de gouvernement est indispensable si l'on veut estimer les dépenses publiques totales en matière de nutrition.



Source : Allan S, Picanyol C. Tracking Public Spending on Nutrition at Subnational Levels: Lessons From Other Sectors. (Publisher city): Maximising the Quality of Scaling Up Nutrition MQSUN; 2016.

Abréviations : gouv., gouvernement ; m, million ; gouv. déc., gouvernement infranational.

## À propos de MQSUN+

MQSUN+ fournit une assistance technique et des services en matière de connaissances au ministère du Développement international du Royaume-Uni (DFID) et au Secrétariat du Mouvement pour le renforcement de la nutrition, en appui aux programmes nutritionnels en faveur des pauvres. Les services de MQSUN+ bénéficient des ressources d'un consortium de cinq grandes organisations non étatiques dans le domaine de la nutrition.

## Remerciements

Cette note d'orientation MQSUN+ a été réalisée par Development Initiatives et PATH pour fournir des orientations sur les analyses budgétaires infranationales. Ce document a également bénéficié des contributions de Patrizia Fracassi et William Knechtel du Secrétariat du Mouvement SUN, de Clara Picanyol d'Oxford Policy Management, de Jack Clift de Results for Development et de Hugh Bagnall-Oakeley de Save the Children.

MQSUN+ ne peut être tenu pour responsable des erreurs ou des conséquences découlant de l'utilisation des informations contenues dans cette note d'orientation. Le présent document a été préparé par MQSUN+ grâce au soutien de UK Aid et du gouvernement britannique ; toutefois, les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles du gouvernement du Royaume-Uni.

